



C.P VLM

FO REÇU DANS LE CABINET DU PRÉFET

Ce vendredi 4 juillet à 15h, le bureau FO local a été reçu à la préfecture par le directeur de cabinet. Après les présentations, nous avons entamé la discussion en recontextualisant la situation de la maison d'arrêt de Villeneuve-lès-Maguelone, tout en élargissant le constat à l'ensemble du ressort de la DISP de Toulouse, aujourd'hui classée comme la plus surencombrée de France. Nous avons abordé frontalement la question du surencombrement et celle du sous-effectif chronique de tous les corps de métier présents dans notre établissement. Nous avons exposé une réalité précise, chiffrée, argumentée : un étayage rigoureux, basé sur des statistiques et des faits, mettant en lumière les nombreux dysfonctionnements structurels, sanitaires et sécuritaires que nous subissons quotidiennement.

Nous avons également insisté sur une autre problématique majeure : celle des écrous en provenance des établissements d'Alès et de Nîmes. Ces écrous représentent entre 15 et 20 % des arrivées enregistrées à Villeneuve-lès-Maguelone. Nous avons demandé avec fermeté que ces écrous cessent, et que le parquet d-Aix soit enfin saisi de cette question. Cette demande a été longuement débattue, expliquée en détail. Ce problème est non seulement avéré, mais il est aussi pleinement reconnu. Sur ce sujet-là, nous n'avons rien lâché. Nous avons insisté, encore et encore, car cette pression supplémentaire aggrave encore davantage une situation déjà intenable.

Le 1er juillet 2024, nous comptons 954 détenus. Le lendemain du blocage, après de nouveaux transferts, nous atteignons 1059. En juin, nous sommes montés à 1091 détenus pour 607 places théoriques, avec seulement 62 agents de roulement. Soixante-deux. Pour couvrir l'ensemble des postes, en 3-2, avec un service déjà déshumanisé, déjà épuisé. Une absence aux cantines, et c'est la détention qu'on dépouille. Une absence à la buanderie et c'est encore la détention qui perd un poste. On découvre, on recolte les morceaux. On fonctionne comme on peut. Certaines demandes d'explication deviennent les symptômes évidents d'un système qui craque de partout.

Ce seuil de criticité est une demande forte. Une demande de fond, une demande à relayer, à imposer, à accepter. C'est une demande d'urgence. Une demande de survie. Une demande de respect. Une limite à ne pas franchir si nous voulons encore pouvoir parler de travail, de sécurité, d'humanité. C'est la dernière barrière avant l'inhumain. Ce seuil doit être reconnu, inscrit, respecté. Et ce n'est que la première étape.

Dans un second temps, après avoir poursuivi notre exposé, nous avons sollicité qu'une table ronde soit organisée. Une rencontre entre les différentes entités concernées : judiciaires, directionnelles, médicales.

Tous les acteurs doivent être réunis. On ne peut plus régler les problèmes chacun dans son coin. Il faut un engagement collectif, une stratégie de sortie de crise. Ce rendez-vous avec le directeur de cabinet nous a tout de même permis d'être entendus. La situation a été reconnue comme critique, ce qui montre que notre mobilisation n'est pas vaine. Nous espérons, maintenant, que cette écoute se traduira en actes. Cette visite n'est pas une fin en soi, mais un levier supplémentaire que nous activons pour ne pas laisser la situation empirer.

À travers cette rencontre, nous vous montrons une fois de plus que le bureau FO local ne relâche rien. Qu'il agit. Qu'il porte vos voix, vos souffrances, vos revendications. Que si les résultats ne sont pas toujours à la hauteur de nos attentes, ils existent malgré tout. Que nous sommes là, coûte que coûte. Que nous ne laisserons jamais tomber. Nous sommes ici pour défendre ce métier, pour qu'il redevienne humain. Nous devons nous battre pour cela. Il ne faut pas se résigner, il ne faut pas abandonner. Et nous continuerons.

Pour ceux qui n'y croient plus. Pour ceux qui espèrent encore. Pour ceux qui luttent toujours. Pour ceux qui sont loyaux, fidèles, présents malgré tout. Pour ceux qui sont partis. Pour ceux qui ne savent plus. Nous continuerons. Nous ne lâcherons rien. Nous vous tiendrons informés des suites que donnera la préfecture à nos demandes. Mais d'ici là, gardons le cap. Ensemble.

Le bureau local Force Ouvrière